



RUSSIE Des «valeurs» liberticides

par Andrei Erofeev, ancien directeur de la galerie Tretiakov, commissaire d'expositions

Quand avant-garde rime avec tricherie, œuvres d'art avec «instruments criminels», et que les conservateurs sont les censeurs, on n'est pas loin du pire. Témoignage édifiant d'un «résistant» de l'art contemporain.

«UN ANCIEN MINISTRE DE LA CULTURE A COMPARÉ L'ART CONTEMPORAIN À UN JUIF VIVANT DANS UN APPARTEMENT COMMUNAUTAIRE: "C'EST TRÈS DÉSAGRÉABLE DE VIVRE AVEC LUI, MAIS COMMENT S'EN DÉBARRASSER, C'EST UN VOISIN ET IL FAUT FAIRE AVEC!"»

La censure de l'art est interdite en Russie par la Constitution, et le comité d'État qui la mettait en place a été supprimé il y a quinze ans. Cependant, bien qu'elle ait tenu pendant dix ans, la liberté d'exposer et de publier de l'art se voit à nouveau considérablement réduite. Le rôle répressif des départements idéologiques communistes et de leurs censeurs a été repris par les dirigeants actuels des institutions culturelles. Les œuvres ne sont plus choisies selon la théorie marxiste, mais triées suivant le goût et l'intuition du responsable. L'exemple en est donné par Vladimir Poutine, «leader de la nation». Il y a quelque temps, il rencontre pour la première fois Ilya Glazounov, artiste de 85 ans et vétéran de l'école académique, et lui prodigue des conseils: «Ne montrez pas ce tableau, son sujet ne transmet pas correctement l'histoire des saints Boris et Gleb, en revanche, ici, l'épée est mal dessinée et devrait être corrigée. Une telle épée ne tue pas les gens, mais sert seulement à couper du saucisson!» L'artiste a longuement remercié le Premier ministre. Un autre exemple de l'intervention précieuse du pouvoir est lié au départ d'œuvres d'art contemporain pour Paris dans le cadre de l'exposition «Sots-Art», en 2007, à la Maison rouge. Quelqu'un a eu la bonne idée de susurrer à l'oreille d'Alexandre Sokolov, alors ministre de la Culture, que le photomontage des Blue Noses prévu dans l'exposition mettait en scène des miliciens gays exposant leurs caresses indécentes. Le ministre, qui ne connaît pas l'œuvre, la qualifie immédiatement de «honte de la Russie». Par malheur, cette œuvre faisait partie des collections de la galerie Tretiakov, et son directeur donne alors une conférence de presse en remerciant chaleureusement le ministre de lui avoir expliqué le sens de l'œuvre, retirée immédiatement de la liste, et se reprochant ouvertement d'avoir trop fait confiance à ses conservateurs. Malgré cela, les exemples d'intervention directe de responsables de la politique culturelle sont rares. La plupart du temps, le Kremlin, les comités de la Douma ou le ministère restent silencieux: «À vous de décider!» Un directeur de musée ou de salle d'exposition apprend, comme tout autre responsable russe, le rôle

et le discours de surveillant. Au lieu d'apporter assistance, compréhension et aide à l'institution, le responsable y introduit des limites et des interdits. «Non!» est le maître mot. Du point de vue de l'intérêt et des valeurs du conservateur, de l'historien de l'art ou du commissaire, cette activité de régulation apparaît comme un arbitraire contre-productif étouffant toute évolution ou renouvellement. Le responsable leur reproche la subjectivité, l'égoïsme et l'étroitesse de la vision, et voit sa qualité propre dans l'incompétence et l'éloignement des affaires qui lui sont confiées.

Déformer l'art jusqu'à lui ôter son sens

Ainsi, Mikhaïl Shvydkoï, autre ministre de la Culture en Russie, aujourd'hui conseiller du Président, lors de la conférence de presse inaugurale de la première biennale d'art contemporain de Moscou, a comparé l'art contemporain à un Juif vivant dans un appartement communautaire. «C'est très désagréable de vivre avec lui, mais comment s'en débarrasser, c'est un voisin et il faut faire avec!» Comme le racisme, la xénophobie, l'hostilité envers les personnes de sexe «non traditionnel», l'antisémitisme fait partie du système de valeurs sur lequel reposent les jugements des responsables russes de la culture. L'artiste apparaît ainsi comme l'élément destructeur de la stabilité, l'éternel «barbouilleur», le créateur du désordre éthique et esthétique. Le but est non pas d'aider ou de découvrir un artiste, mais de le neutraliser et de rendre incompréhensible son message. Lors de la dernière biennale de Venise, le commissaire du pavillon russe a interdit à Gosha Ostretsov de montrer ses projets sur l'establishment ou les bas-fonds sociaux, tout comme on lui a interdit d'utiliser son style BD. Conclusion, son projet est raté. Et cependant le pouvoir expose Ostretsov et non Glazounov, dans la mesure où la différence entre art officiel et art non officiel n'existe plus. Il est impossible, voire dangereux, d'ignorer l'intérêt porté par la société à un artiste soutenu par des galeries ou la critique indépendante. Mais on peut déformer son art de telle façon qu'il ne fera plus sens. D'où vient cette attitude réactionnaire parmi les responsables de la culture?

D'abord du passé soviétique. La majorité des directeurs «rouges» ont conservé leur poste. Pendant la Perestroïka, ils ont été particulièrement tolérants dans leurs institutions. Maintenant ils ont formé de nouveaux cadres, stéréotypés par des méthodes humiliantes. Pour ma part, j'ai été soumis à un certain nombre de ces tests que j'ai ratés, ce qui m'a permis de faire carrière dans le sens inverse. Je n'ai pas ri quand le directeur racontait sa blague antisémite, et j'ai été rétrogradé. Malgré

l'ordre reçu, je n'ai pas retiré le tableau de l'exposition que je préparais, et j'ai été licencié du musée. J'ai organisé une exposition avec des œuvres soumises à la censure, et maintenant je suis inculpé en vertu du code pénal et accusé d'avoir exposé des œuvres censurées par la direction. Le procureur les a qualifiées «d'instruments criminels», bien que leurs auteurs soient les plus grands artistes du pays, comme Ilia Kabakov, Alexandre Kossolapov, Leonid Sokov, les Blue Noses ou le groupe PG.